

**RSM Ouest**

18 avenue Jacques Cartier
BP 30266
44818 Saint-Herblain Cedex
France
T +33 2 51 83 30 30
F +33 2 51 83 30 39

www.rsmfrance.fr

ENERGIE SOLIDAIRE

Siège social : 16/18, Quai de la Loire - 75019 PARIS
Fonds de dotation

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

ENERGIE SOLIDAIRE

Siège social : 16/18, Quai de la Loire - 75019 PARIS

Fonds de dotation

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Administrateurs du Fonds de dotation ENERGIE SOLIDAIRE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds de dotation ENERGIE SOLIDAIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le Fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Herblain, le 28 avril 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Ouest

Société de Commissariat aux Comptes Membre
de la Compagnie Régionale de l'Ouest-Atlantique

Signé par Jean-Michel Picaud
Le 28/04/2025

ID: tx_xz93zPVV7mvP



Jean-Michel PICAUD

Associé

Bilan Actif

	Brut	Amort.	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Ecart	% Ecart
ACTIF IMMOBILISE						
Concessions, brevets, licences, marques,	14 020,00	14 020,00				
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières (Dont à moins d'un an)						
Participations	8 252,50		8 252,50	252,50	8 000,00	3 168,32
Autres immobilisations financières	49,56		49,56		49,56	
TOTAL (I)	22 322,06	14 020,00	8 302,06	252,50	8 049,56	3 187,94
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Créances d'exploitation (Dont à plus d'un an)						
Autres créances	342 414,65		342 414,65	101 412,69	241 001,96	237,64
Disponibilités	665 702,09		665 702,09	843 281,95	-177 579,86	-21,06
Charges constatées d'avance (Dont à plus d'un an)	275,17		275,17	254,97	20,20	7,92
TOTAL (III)	1 008 391,91		1 008 391,91	944 949,61	63 442,30	6,71
TOTAL GENERAL (I à V)	1 030 713,97	14 020,00	1 016 693,97	945 202,11	71 491,86	7,56

Bilan passif

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Ecart	% Ecart
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves				
Report à nouveau				
Report à nouveau		33 494,14	-33 494,14	
Excédent ou déficit de l'exercice				
Situation nette (sous-total)		33 494,14	-33 494,14	
Fonds propres consommables	528 047,02	242 380,08	285 666,94	117,86
TOTAL (I)	528 047,02	275 874,22	252 172,80	91,41
FONDS REPORTES ET DEDIES				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
TOTAL (III)				
DETTES				
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	66 864,97	66 990,69	-125,72	-0,19
Dettes fiscales et sociales	19 581,78	16 480,04	3 101,74	18,82
Autres dettes	402 200,20	585 857,16	-183 656,96	-31,35
TOTAL (IV)	488 646,95	669 327,89	-180 680,94	-26,99
TOTAL GENERAL (I à V)	1 016 693,97	945 202,11	71 491,86	7,56

Comptes de résultat

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Ecart	% Ecart
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de biens et services				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	11 669,50	2 500,00	9 169,50	366,78
Ressources liées à la générosité du public				
Autres produits	460 539,23	769 761,17	-309 221,94	-40,17
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	472 208,73	772 261,17	-300 052,44	-38,85
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	131 620,67	125 229,00	6 391,67	5,10
Aides financières	150 100,00	570 981,09	-420 881,09	-73,71
Impôts et taxes et versements assimilés	1 721,92	605,72	1 116,20	184,28
Salaires et traitements	144 888,95	56 989,30	87 899,65	154,24
Charges sociales	43 878,49	18 383,44	25 495,05	138,68
Autres charges	9,27	1,40	7,87	562,14
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	472 219,30	772 189,95	-299 970,65	-38,85
1- RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-10,57	71,22	-81,79	-114,84

Comptes de résultat (suite)

	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023	Ecart	% Ecart
PRODUITS FINANCIERS				
Autres intérêts et produits assimilés	3,05	1,53	1,52	99,35
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	3,05	1,53	1,52	99,35
CHARGES FINANCIERES				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)				
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	3,05	1,53	1,52	99,35
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-7,52	72,75	-80,27	-110,34
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	7,52	373,22	-365,70	-97,99
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	7,52	373,22	-365,70	-97,99
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion		445,97	-445,97	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		445,97	-445,97	
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	7,52	-72,75	80,27	-110,34
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	472 219,30	772 635,92	-300 416,62	-38,88
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	472 219,30	772 635,92	-300 416,62	-38,88
5- EXCEDENT ou DEFICIT (Produits - Charges)				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits				
TOTAL				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
TOTAL				

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total du bilan est de 1 016 694 euros et le compte de résultat (nul) présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Après une année 2023 singulière (mise en oeuvre du programme occitan, lancement de 2 appels à projet, passage de l'équipe à 4 salariés, don exceptionnel d'Enercoop, départ du délégué général...), l'année 2024 a permis à l'équipe opérationnelle de s'attacher à la consolidation des dossiers de fond, portant notamment sur la structuration, la sécurisation et la stratégie de développement du fonds de dotation.

Si une attention particulière a été portée à la consolidation de la gestion administrative et financière, de nouvelles expérimentations et pistes de développement ont également pu être imaginées et créées, tout en assurant la mise en oeuvre de la redistribution, ainsi que le renforcement de l'accompagnement et du suivi des bénéficiaires, des donateurs et des mécènes

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux du régime de droit commun.

ACTIF DU BILAN

Etat des immobilisations

	Valeur brute début exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
Total I			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 020,00		
Total II	14 020,00		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total III			
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	252,50	10 000,00	
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			49,56
Total IV 10 505,00	252,50	10 000,00	
Total général I+II+III+IV	14272,50	10 000,00	49,56

	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			14 020,00	
Total II			14 020,00	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total III				
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	2 000,00		8 252,50	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				49,56
Total IV	2 000,00		10 302,06	

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilisation prévue suivant le mode linéaire ou dégressif : site web 3 ans, applications 2 ans.

Les autres participations comprennent le reclassement d'un apport associatif de 10.000 € avec droit de reprise au bénéfice de Gefosat, dont 2.000 € ont été remboursé dans l'exercice.

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 020,00			14 020,00
Total II	14 020,00			14 020,00
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Total III				
Total général I+II+III	14 020,00			14 020,00

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaire	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et développement					
Total I					
Autres postes d'immobilisations incorporelles					
Total II					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier					
Emballages récupérables et divers					
Total III					
Total général I+II+III					

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières	49,56	49,56		
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances client				
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	342 489,41	192489,41	150000,00	
Charges constatées d'avance				
Total	342 538,97	192538,97	150000,00	
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine				
- à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	66 864,97	66864,97		
Personnel et comptes rattachés	7 991,34	7991,34		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 959,29	10959,29		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et versements assimilés	631,15	631,15		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	402 200,20	402200,20		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total	488 646,95	488646,95		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés				

PASSIF DU BILAN

Etat des provisions

Réglémentées	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuations des cours				
Amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Total I				
Pour risques et charges	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges				
Total II				
Pour dépréciations	Montant en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant en fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
Total III				
Total I+II+III				
Dont dotations et reprises :		Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	
D'exploitations				
Financières				
Exceptionnelles				

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC N° 2014-03, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Il n'y a pas de provisions pour risques et charges dans les comptes au 31 décembre 2024.

Mouvements des fonds associatifs

	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Patrimoine intégré				
Fonds Statutaires	220890,08	160666,94		381557,02
Apports sans droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actif				
Subvention d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Total I	220890,08	160666,94		381557,02
Fonds associatifs avec droit de reprise				
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations avec contrepartie d'actif assortis d'une obligation ou d'une condition				
Subvention d'investissement affectées à des biens renouvelables assorties d'une obligation ou d'une condition				
Total II				
Réserves				
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Total III				
Total général I+II+III	220890,08	160666,94		381557,02

Fonds associatifs

Les fonds associatifs sont constitués des reports des résultats antérieurs jusqu'à 2021 inclus, puis, à partir de 2022 des montants enregistrés en ajustement des ressources consommables, en application du règlement 2018-06 de l'ANC.

Fonds dédiés

NEANT

	Montant en début d'exercice	Engagements réalisés	Report de ressources	Valeur en fin d'exercice	Fonds sans mouvement depuis 2 ans
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnements					
Total I					
Fonds dédiés sur dons manuels affectés					
Total II					
Fonds dédiés sur legs et donations affectés					
Total III					
Total général I+II+III					

COMPTE DE RESULTAT

Produits à recevoir

Produits à recevoir (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Total	

Charges à payer

Charges à payer (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres titres obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 805,36
Dettes fiscales et sociales	11 632,85
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Total	19 438,21

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Charges d'exploitation	275,17
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	275,17

Charges à répartir sur plusieurs exercices

Charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant
Charges différées	
Frais d'acquisition des immobilisations	
Frais d'émission des emprunts	
Charges à étaler	
Total	

AUTRES INFORMATIONS

Indemnité de départ à la retraite

Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté des salariés, il n'a pas été procédé au calcul de l'IDR, son montant n'étant pas significatif.

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Emplois par destination	31/12/2024	31/12/2023	Ressources par origine	31/12/2024	31/12/2023
1- Missions sociales			1- Ressources liées à la générosité du public		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
Actions réalisées par l'organisme			1.2 Dons, legs et mécénats		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	222 247	877 392	Dons manuels	167 254	581 373
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurances-vie		
Actions réalisées par l'organisme			Mécénats	157 770	21 579
Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ress. liées à la générosité du public	195 298	190 930
TOTAL I	222 247	877 392			
2- Frais de recherche de fonds					
Frais d'appel à la générosité du public	154 122	110 142			
Frais de recherche d'autres ressources					
TOTAL II	154 122	110 142			
3- Frais de fonctionnement III	95 850	57 079			
TOTAL EMPLOIS	472 219	1 044 613	TOTAL RESSOURCES I	520 322	793 882
4- Dotations aux provisions et dépréciations IV			Reprises sur provisions et dépréciations IV		
5- Report en fds dédiés de l'exercice V			Utilisation de fonds dédiés anté. V		
Excédent de la générosité du public de l'exercice	48 103		Déficit de la générosité du public de l'ex.		286 358
TOTAL	520 322	1 044 613	TOTAL	520 322	1 080 240
			Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'ex. (hors fds dédiés)	333 454	240 247
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	48 103	35 627
			(+) Invest. et (-) désinvestissements nets liés à la générosité du public		
			Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fds dédiés)	381 557	275 874

Description des affectations des ressources aux différentes missions

Le CER est établi sur l'ensemble des emplois et ressources du fonds.

Les ressources provenant de l'appel à la générosité du public ont été affectées au fonctionnement du fonds de dotation, conformément aux statuts.

Les ressources non collectées auprès du public (subventions formation, aides alternance, remboursements CPAM et produits divers de gestion...) au cours de l'exercice, non utilisées pour couvrir les « emplois par destination » sont des ressources reportées pour les exercices suivants.

Règles et méthodes retenues pour l'établissement du CER :

Le fonds mène chaque année une analyse fine de l'ensemble de ses coûts permettant de les affecter aux missions sociales (frais de programme), frais de recherche de fonds (frais de collecte et aux frais de fonctionnement).

1/ définition des missions sociales :

Le fonds a pour mission de contribuer à la réduction pérenne de la précarité énergétique des ménages. Dans le cadre de la réalisation de sa mission, le fonds sélectionne et soutient financièrement tout projet contribuant à lutter contre la précarité énergétique, présente par un organisme d'intérêt général.

2/ définition des frais de fonctionnement.

Les frais de fonctionnement sont entre autres composés des frais de gestion et de communication d'Energie Solidaire.